

dans les politiques des institutions financières internationales et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Nous avons besoin de politiques nationales efficaces axées sur des stratégies tenant compte des défavorisés, des sexes, sur la participation de la société civile, y compris les syndicats, et sur le respect des droits des travailleurs et des droits de l'homme en général. Sur le plan national et international, nous avons besoin que l'accent soit davantage mis sur un programme efficace de promotion de l'emploi comme solution à la pauvreté, comme l'a préconisé la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Un emploi décent et respectueux des droits fondamentaux des travailleurs donne aux femmes et aux hommes le moyen d'améliorer leur niveau de vie et de participer aux décisions qui touchent à leur vie et à leurs moyens de subsistance et, en fin de compte, leur permet de trouver le moyen d'échapper à la pauvreté.

Le système des Nations Unies, notamment l'OIT, avec son corps de normes, fournit le pilier social du système multilatéral qui permet d'avoir des politiques cohérentes. Il doit donc être renforcé, et non affaibli. Par conséquent, les propositions contenues dans le rapport du Secrétaire général en vue d'améliorer l'efficacité de l'ONU au moyen d'une revitalisation du Conseil économique et social et du Conseil de sécurité, de la création d'un nouveau Conseil des droits de l'homme et d'une nouvelle Commission de consolidation de la paix, et d'autres propositions requièrent et méritent l'appui de tous les États Membres.

Aussi dures que puissent être les négociations sur ces questions, elles ne sauraient tout simplement pas être mises de côté. Le processus est bien trop important pour qu'on l'abandonne à présent. Les points du programme de réforme qui n'ont pas fait l'objet d'un accord dans le cadre du document final de ce sommet doivent donc faire l'objet de discussions durant la soixantième session de l'Assemblée générale, et doivent être négociées de bonne foi, en vue d'obtenir des résultats positifs qui bénéficient à tous les peuples de notre planète.

En soulevant ces questions, en plus de toutes celles soulevées dans son rapport intitulé « Dans une liberté plus grande », le Secrétaire général nous

rappelle les responsabilités aujourd'hui portées à l'échelle mondiale qui nous incombent de lutter ensemble contre la pauvreté et l'exclusion et contre les dépenses en armements et de défendre la consolidation de la paix et le règlement pacifique des conflits. Et alors que nous examinons aujourd'hui la nécessité urgente d'agir face à ces défis critiques du XXI^e siècle, interrogeons-nous également sur les terribles conséquences de l'inaction : un monde qui ne serait plus sûr et pas digne d'être légué à nos enfants. En cette époque de grande insécurité et de conflits que connaît le monde, nous ne devons pas oublier que la justice sociale reste la meilleure garantie d'une paix universelle et durable.

Nous réunir pour réaliser cette justice est la meilleure contribution que nous sommes en mesure de faire pour veiller à ce que nous mêmes et nos enfants puissions vivre dans un monde à l'abri de la pauvreté, du désespoir et de la guerre dans les années à venir. L'ONU a connu ses plus grands succès et acquis une autorité durable lorsque ses États Membres ont dépassé leurs intérêts propres et étroits pour adopter une vision élevée d'un avenir commun meilleur pour l'humanité. Les peuples des Nations Unies observent la façon dont leurs dirigeants ont fait face à leurs responsabilités pendant ce sommet, et comment ils se sont acquittés des engagements solennels déjà pris. Et comme il se doit, cette observation se poursuivra à l'avenir.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : Je tiens à dire que j'apprécie vivement ces remarques. Elles seront transmises à l'ensemble des Membres ; j'espère que je pourrais faire quelques brèves observations à la fin, observations qui, je l'espère, présenteront un intérêt pour tous.

L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de M^{me} Virginia Vargas, Directrice fondatrice et membre du Conseil d'administration du Centre Flora Tristan de la femme péruvienne.

M^{me} Vargas (Centre Flora Tristan de la femme péruvienne) (*parle en espagnol*) : Je voudrais, avant de commencer, protester pour la façon dont le document a été approuvé, la façon dont on a modifié l'ordre des intervenants et la façon antidémocratique dont on a écarté la société civile de ce sommet. En tant qu'activiste de la société civile mondiale, je me fais l'écho des voix insistantes et désenchantées des mouvements sociaux mondiaux qui disent aux chefs d'État participant – ou qui participaient – à cette

Assemblée générale, que le monde actuel est inacceptable sur le plan éthique, dévastateur sur le plan politique, et non viable sur les plans économique et environnementale. Ces mouvements affirment, comme le signale le Forum social mondial, que d'autres mondes sont possibles et que, pour les mettre en place, il faut procéder d'urgence à des changements en profondeur qui placent l'humanité au cœur du développement. Ces mouvements tiennent à dire à cette Assemblée générale qu'elle laisse passer une occasion historique d'assumer ses obligations et de tenir les promesses qu'elle a faites d'instaurer un monde meilleur et plus juste; que son manque d'engagement en faveur de la mission des Nations Unies empêche que l'Organisation soit vraiment : « Nous les peuples »; et que les changements urgents dont le monde a besoin ne seront réalisables que si l'on démantèle trois forces mondiales antidémocratiques, injustes et soutenues par des pays puissants et leurs alliés : le néolibéralisme, le militarisme et les divers fondamentalismes.

Une vie à l'abri du besoin ne sera possible que si l'on fait face au paradigme du développement qui fait primer le développement économique sur les droits de l'homme. Dans un monde où la production de richesses est énorme et où, en même temps, la pauvreté et l'exclusion connaissent une augmentation extraordinaire, le problème central est l'inégalité énorme dans la répartition des richesses. Cette situation est légitimée par un ordre international injuste qui favorise les plus puissants. Où sont les nouveaux instruments d'obligation redditionnelle et de taxation des multinationales? Jusqu'à quand le traitement d'épidémies mortelles telles que le sida continuera-t-il d'occuper un second rang par rapport aux profits des entreprises transnationales? Où sont les propositions démocratiques face à une dette honteuse et immorale déjà remboursée de nombreuses manières? Cette dette est éthiquement irrécupérable pour les peuples du monde.

Une vie à l'abri de la peur ne sera pas possible tant que le pouvoir politique restera allié au pouvoir économique des fabricants transnationaux d'armements. Cette alliance n'a aucun droit de décider si une situation constitue une menace imminente ou un danger latent. Elle-même constitue une menace et un danger car elle a recours au mensonge et à l'unilatéralisme arbitraire pour imposer ses désirs véhéments de guerre permanente. Nous exigeons non pas un désarmement progressif et sélectif, mais un

désarmement général. Nous exigeons que soit modifiée la logique inhérente au règlement des conflits en portant un regard plus vaste sur les autres causes de la peur. Une vie à l'abri de la peur sera possible si l'on remédie à la violence que subissent les femmes dans tous les domaines, si l'on s'attaque au racisme, si l'on reconnaît les droits et l'autonomie des peuples autochtones. Elle sera possible si l'on confirme le droit des mouvements sociaux, tel le mouvement des femmes, à contribuer à l'examen des préoccupations relatives à la paix. Et elle sera possible si l'on respecte les accords internationaux qui sont une responsabilité éthique mondiale. Les gouvernements qui refusent de signer le Protocole de Kyoto sont aujourd'hui responsables de la catastrophe et des souffrances provoquées par l'ouragan Katrina. Les gouvernements qui revendiquent l'impunité pour leurs crimes de guerre et qui sont réticents à renforcer le droit international, devront rendre des comptes à l'histoire. La lutte contre le terrorisme ne peut se faire en marge du système des droits de l'homme.

Dans ces conditions, comment vivre dans la liberté? Quelle liberté édifions-nous alors que nous savons que la faim dérobe aux générations futures des capacités irrécupérables? Quelle liberté peut-il y avoir si l'on ne reconnaît pas les droits individuels en matière de sexualité et de procréation et le droit de pratiquer diverses formes de sexualité et d'amour? Vivre libre ne sera possible que si les droits de l'homme indivisibles, universels et interdépendants sont placés au centre de la structure et de la dynamique des États et des Nations Unies; que si les États sont séculiers et gouvernent pour le bénéfice de tous et non pas pour des intérêts religieux donnés; que si l'on rectifie le déséquilibre du pouvoir au sein du Conseil de sécurité, ce que l'on ne résoudra ni en augmentant ni en diminuant le nombre de ses membres, mais en éliminant le droit de veto.

L'ONU, pour accomplir sa mission, doit être à la hauteur des défis du Millénaire. L'ONU ne peut continuer à être constituée de gouvernements, comme on l'a vu pendant ce sommet. Son renouvellement démocratique doit être ouvert aux nombreuses contributions des mouvements sociaux et des forces démocratiques afin d'édifier un monde différent sans pauvreté ni exclusions. L'ONU doit recouvrer sa mission. Elle doit être « Nous les peuples », ou elle cessera d'être.